



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

25 août 2016

**Le renforcement des opérations d'assainissement de la Commune Urbaine d'Antananarivo a abouti à une manifestation des commerçants ambulants devant l'Hôtel de Ville. Les centaines de marchands illicites qui se sont rassemblés devant les portails de la mairie ont, à cette occasion, réclamé la démission de la mairesse Lalao Ravalomanana. Ils dénoncent des abus perpétrés par des agents de la mairie ainsi que la confiscation de leurs marchandises.**

Economie et société

## **ASSAINISSEMENT, LA DEMISSION DE LALAO RAVALOMANANA RECLAMEE PAR LES MARCHANDS AMBULANTS**

*Le bras de fer entre la mairie d'Antananarivo et les marchands illicites a pris une autre tournure. En effet, plusieurs centaines de commerçants ambulants ont manifesté leur mécontentement à l'encontre des responsables de la Commune Urbaine d'Antananarivo en général et la mairesse en particulier et ce, en raison de l'opération d'assainissement des rues de la capitale qui a été renforcée dernièrement. Mené par le président du groupe de personnes pour la défense des droits des consommateurs Eugène Ratsimbazafy, les manifestants ont défilé dans les rues d'Analakely, de Soarano et de Behoririka avant de tenter de s'introduire de force dans l'Hôtel de Ville. Cette initiative n'a cependant pas abouti car les éléments des forces de l'ordre ainsi que les policiers municipaux, présents en masse, ont renforcé l'entrée de la mairie. Selon les grévistes, ils ont longtemps sollicité une rencontre avec le premier magistrat de la capitale afin de trouver ensemble un terrain d'entente mais leur demande a été systématiquement refusée. Ils se disent pourtant prêts à respecter des règles strictes dans l'exercice de leur activité quotidienne, tels que le nettoyage de la parcelle occupée ou encore le non débordement sur la chaussée mais leur principale revendication reste le droit d'occuper les trottoirs mais également la restitution de leurs marchandises confisquées par la CUA. Face à l'absence de réponse de la part des responsables de la Commune, les manifestants ont réclamé la démission de Lalao Ravalomanana. « Si elle n'est pas capable de résoudre le problème des milliers de marchands, qu'elle démissionne » ont-ils scandé. Du côté de la Commune, les responsables soupçonnent une manipulation politique derrière ces manifestations et disent renforcer les opérations d'assainissement. Ils font également remarquer que des solutions ont déjà été proposées à ces marchands ambulants, tel que la relocalisation devant le Tranompokonolona d'Analakely ou encore au sein du Jardin d'Ambohijatovo mais ces derniers ont refusé. Cette manifestation dans les rues du centre-ville a suscité les craintes des commerçants qui tous fermé leur boutique. Les manifestants affirment vouloir renfoncer leur mouvement ce jour (L'Express de Madagascar p.8 ; Les Nouvelles p.4 ; La Vérité p.11)*

- **Les Nouvelles** apporte davantage de détails concernant la manifestation des marchands illicites qui a failli tourner en une échauffourée. Ainsi, après avoir adressé une sommation la semaine dernière, la CUA a durci son opération d'assainissement et

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*ce, en procédant à la confiscation des marchandises. Le fait qu'aucune pièce justifiant la saisie n'ait cependant été donnée aux commerçants ambulants propriétaires a suscité leur colère et ont ainsi accusé la municipalité de vol et d'abus de pouvoir. Ils ont décidé de manifester devant la mairie afin de demander des explications à la mairesse Lalao Ravalomanana, dans l'immédiat (p.4)*

- *Dans son éditorial intitulé « un régime maître du jeu politique », **Midi Madagasikara** estime que « la fronde de marchands » qui risque semer le désordre en ville ne semble pas gêner le régime, une situation qui pourrait au contraire l'arranger. Le quotidien soupçonne d'ailleurs une manipulation politique derrière cette manifestation des marchands ambulants car il juge que le mouvement est loin d'être spontané au regard de la virulence des porte-paroles dans leurs propos (p.2)*
- *Selon certaines rumeurs rapportées par **Midi Madagasikara**, les manifestants auraient prévu d'incendier l'Hôtel de ville. Le quotidien s'est également interrogé sur la « pseudo » association de protection des droits des consommateurs dont le « prétendu » président était à la tête des manifestants. Ce dernier a soutenu que c'est le chômage et la pauvreté qui font qu'ils n'ont d'autre alternative que devenir marchand ambulant. Il a également soutenu que les lieux déterminés par la mairie ne pourront jamais accueillir les milliers de commerçants de rue d'où leur revendication de continuer à occuper les trottoirs. Le leader de la manifestation a enfin déclaré que leur mouvement ne s'arrêtera qu'après le départ de Lalao Ravalomanana de la tête de la mairie de la capitale et que les marchands sont prêts à aller jusqu'au bout de leur revendication (p.11 ; **Tia Tanindrazana p.2**)*
- ***Madagascar Laza** informe que les forces de l'ordre n'ont procédé à aucune arrestation, ni utilisé des grenades lacrymogènes. Il rapporte également la déclaration du délégué du premier arrondissement selon laquelle l'opération d'assainissement se poursuivra et qu'elle ne ciblera pas uniquement les marchands ambulants mais également les vendeurs de voitures d'occasion qui occupent les places de parking du centre-ville. Ce responsable au sein de la CUA met par conséquent en garde que les véhicules seront placés en fourrière tandis que leurs propriétaires seront sévèrement réprimés (p.2)*
- ***La Gazette de la Grande île** estime que parmi les raisons justifiant cette opération d'assainissement par la CUA figure l'accueil des prochains événements internationaux, en l'occurrence les Sommets du COMESA et de la Francophonie. En effet, la mairie semble tout mettre en œuvre afin de préserver une belle image de la capitale à l'occasion de ces importants rendez-vous. Le quotidien fait cependant remarquer que l'embellissement se fait sur le long terme et requiert des stratégies, tactiques et des plans parfaitement établis (p.7)*
- *Les manifestants ont par ailleurs dénoncé le paiement de taxe et divers droits auprès de la CUA, pouvant atteindre jusqu'à 15 000Ar alors qu'ils continuent de se faire chasser sans ménagement. Ils s'estiment par conséquent arnaqués par les agents municipaux mais surtout par la mairesse (**Madagascar Matin p.4**)*
- ***Tia Tanindrazana** s'est particulièrement interrogé sur le leader de la manifestation qui se dit être un protecteur des droits des consommateurs mais qui pourtant incite les marchands à rester dans l'illégalité. Le quotidien ne doute en aucun cas des ambitions politiques de cet individu étant donné qu'il s'agit d'une stratégie récurrente*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*actuellement de placer des illustres inconnus à la tête des contestations politiques (p.3)*

## **DOUBLE MEURTRE A SAINTE MARIE, LE PARQUET DE PARIS SE SAISIT DE L'AFFAIRE**

*Le double meurtre de volontaires français à Sainte-Marie ne laisse pas les autorités françaises indifférentes. En effet, il a été annoncé dans certains médias français que le Parquet de Paris a décidé de se saisir de cette affaire et ce, notamment suite à une plainte déposée par les parents de la jeune femme victime, mardi dernier. Les magistrats ont ainsi confié l'enquête à l'Office central pour la répression des violences aux personnes qui dépêchera par conséquent, des agents dans la Grande île dans les jours qui suivent. Le Procureur de la République du Tribunal de Première Instance de Toamasina a expliqué que son département est actuellement en train de finaliser les détails de la coopération avec le Parquet de Paris, une initiative qui s'avère tout à fait possible étant donné que les deux pays collaborent en matière d'affaire judiciaire. Le magistrat a également indiqué à la presse que le nombre de personnes placées en garde à vue, dans le cadre de l'enquête, est passé de 5 à 8. (L'Express de Madagascar p.9 ; Madagascar Matin p.2 ; Tia Tanindrazana p.2)*

- *De l'opinion de L'Express de Madagascar, cette entrée en scène des autorités judiciaires françaises est la preuve que le déroulement de l'enquête entreprise par les autorités malgaches ne satisfait pas la France (p.9)*
- *Dans son article intitulé « la justice française se saisit de l'affaire », Les Nouvelles déclare que les agents de l'OCRVP débarqueront bientôt sur l'île afin de « prendre le relais » de la gendarmerie nationale. Le quotidien informe également de la tenue d'une marche silencieuse aujourd'hui en mémoire des victimes et qui ralliera l'hôtel de Soanambo, où se tient la veillée funèbre, à la plage de Mangalomaso, où les corps ont été retrouvés (p.5)*
- *Les premières enquêtes ont permis de déterminer que le Français, qui retenu en garde à vue à la Brigade de la gendarmerie de Sainte-Marie, n'est autre que l'ancien petit-ami de la jeune femme victime. Ce dernier lui aurait envoyé de nombreux SMS et l'aurait également appelé régulièrement, avant son décès. Une forte délégation d'autorités locales s'est rendue sur l'île parmi lesquels le Procureur du TPI de Toamasina, le Préfet de Sainte-Marie et le Chef de Région. Ce dernier a, à cette occasion, fait savoir l'existence d'une forte récompense pour ceux qui disposent d'informations pouvant aider à élucider l'affaire (Madagascar Laza p.2-14)*
- *De l'opinion de La Vérité, « l'excès de zèle » affiché par les autorités, dans le cadre de cette affaire, risque de susciter des frustrations au niveau des familles dont les proches ont été victimes de pareille circonstance et qui n'ont pas bénéficié du même traitement de la part des autorités malgaches. Le quotidien fait notamment référence à la récompense proposée par le Chef de Région ou encore la célérité dont a fait preuve le ministre du Tourisme pour venir au chevet des victimes (p.4)*

### **Processus électoral**

## **MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME DE CONCERTATION, RENCONTRE AVEC LA SOCIETE CIVILE**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:







# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



La Commission Electorale Nationale Indépendante a publié un communiqué faisant part de la tenue d'une réunion, ce jour en son siège à Alarobia, avec les représentants de l'organisation de la société civile. L'objet de cette rencontre porte sur l'opérationnalisation de la plateforme de concertation des parties prenantes aux élections dont les OSC. Selon les premières informations, cette structure aura notamment pour mission d'élaborer des avant-projets de loi visant à réajuster et à améliorer le cadre juridique des scrutins à venir (**L'Express de Madagascar p.5**). Les Nouvelles rappelle que cette rencontre entre les membres de la Commission électorale et les parties prenantes aux élections, dans le cadre de cette plateforme de concertation, a débuté avec l'administration publique et les gens des médias. C'est donc maintenant au tour de la société civile de se pencher sur la question. (**p.3**) Selon **Madagascar Laza**, il s'agit plutôt « d'une plateforme multi-acteurs qui est un espace de concertation ». Elle a pour mission de parfaire le processus électoral et de servir de conseiller auprès de la CENI, aux fin d'élections libres, crédibles et acceptées par tous (**p.3**)

## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne